F.S.U.
PYRENEES-ATLANTIQUES

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Qu'il(s) se taise(nt) !

Aux mensonges, nous opposons des pistes de sortie de crise, par le haut !

Face à l'adversité, la solidarité des salarié·es s'organise dans notre département comme sur tout le territoire, pour faire face à cette crise sanitaire majeure. Les personnels de l'Éducation Nationale sont aux cotés des personnels des établissements de soins. Ils redoublent d'initiative pour maintenir dans leur secteur, le lien avec les familles et leurs élèves, et organiser l'accueil indispensable des enfants des personnels soignants.

Début mars, alors que les personnels hospitaliers se mobilisaient depuis plus d'un an pour alerter sur la situation des hôpitaux, et depuis plusieurs mois pour alerter sur la crise sanitaire imminente, l'urgence du gouvernement était de passer en force la réforme des retraites et celle de Blanquer de faire croire que les enseignant·es en seraient les grand-e-s gagnant-e-s.
Elle est aujourd'hui suspendue. Elle doit être retirée.

Quelques heures avant l'annonce de la fermeture des établissements scolaires et universitaires, notre ministre se répandait sur les ondes pour expliquer qu'elle ne se justifiait pas.
Aujourd'hui encore, il court les radios et les télévisions pour vanter son dispositif de « continuité pédagogique », soit disant prêt de longue date...

Les enseignant-e-s savent bien, elles et eux, que faute d'anticipation et de moyens, notamment numériques, ils pourront au mieux assurer le maintien d'un lien avec les familles et d'une activité scolaire réduite avec leurs élèves, au prix de beaucoup d'ingéniosité et de débrouillardise.
Ils savent, c'est leur métier, que les activités pédagogiques supposent des interactions entre élèves, entre élèves et professeur·e, qui ne peuvent s'effectuer qu'en présentiel, en classe. Ils savent que la relation pédagogique numérique suppose un degré d'autonomie, évidemment très rare chez les enfants et les adolescent-e-s, qui plus très inégalement socialement distribué.
Ils savent aussi que certain-e-s de leurs élèves sont confiné·es dans de mauvaises conditions, parfois à 4 ou 5 dans des logements exigus, avec des moyens totalement insuffisants.
Les enseignant·es refusent donc d'ajouter de l'inégalité scolaire d'origine ministérielle aux inégalités scolaires d'origine sociale.

Car si peu était prêt ! En particulier, la disponibilité des outils numériques et surtout leur maîtrise

FSU – Section départementale des Pyrénées-Atlantiques
66 rue Montpensier 64000 PAU fsu64@fsu.fr

professionnelle qui aurait supposé une véritable formation, à rebours des « économies » réalisées sur ce plan aussi. La désinvolture et le toupet du ministre à vouloir faire croire le contraire sont scandaleux. Sans le sang-froid et le travail des enseignant·es et de toutes et tous les personnels qui ne cessent depuis la fermeture des établissements aux élèves, de parer au plus pressé, de conserver un minium de lien avec les élèves, les familles, les interventions du ministre discréditeraient, une fois de plus, l'institution qu'il est censé représenter.

L'urgence absolue est avant tout sanitaire et notre ministre feint encore de ne pas en avoir pris conscience.
Nous exigeons qu'il se taise et qu'il se rende enfin utile en mettant à disposition des enseignant·es en première ligne, les moyens de se protéger : gants, gel désinfectant, masques...
La crise scolaire, elle, n'a fait que se renforcer par les réformes qu'il ne cesse d'asséner depuis son arrivée à Grenelle, contre l'avis professionnel des collègues, et de toute façon sans leur donner les moyens d'une école ambitieuse pour toutes et tous. Il doit les retirer.

Nous exigeons également un plan d'urgence et d'ampleur pour les hôpitaux et les établissements de soins (EPHAD...), parce que la santé de toutes et tous est notre bien le plus précieux.
Nous exigeons enfin un plan d'urgence et d'ampleur pour tous les services publics. On le mesure pleinement aujourd'hui, ils sont la richesse collective essentielle pour répondre aux crises.

Nous sommes optimistes. Nous sommes déterminé·es.
Dans notre département, la solidarité, l'égalité, la justice, la responsabilité, s'expriment en même temps qu'elles se ressourcent dans les liens et les initiatives des salarié·es.
La FSU-64 appelle à amplifier cet élan de solidarité interprofessionnel et intergénérationnel, pour faire face à l'urgence et préparer l'avenir.
Aujourd'hui, le confinement est indispensable.
Mais viendra le temps du bilan. Il y aura un avant et un après « crise du coronavirus ».
La FSU, pleinement engagée aujourd'hui pour faire face à l'urgence, y prendra toute sa place.
Pour qu'enfin, la solidarité, l'entraide, la coopération, la justice, l'égalité s'imposent définitivement, face à la compétition, au productivisme et à la concurrence infondée, à l'individualisme régressif et à l'austérité budgétaire.

Pau, le 22 mars 2020

FSU – Section départementale des Pyrénées-Atlantiques
66 rue Montpensier 64000 PAU fsu64@fsu.fr